

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 26/09/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Proviridis, en tant que Fournisseur d'électricité et de gaz naturel, soutient toute initiative permettant de garantir un écosystème de fourniture robuste dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement national et de la protection des clients consommateurs.

Nous soutenons le principe global permettant le libreaccès à l'entrepreneuriat autour de la fourniture en réduisant les barrières à l'entrée et dans l'intérêt de l'innovation produit.

Sur le principe 1: nous soutenons cette initiative dans la mesure où elle est suffisamment discriminée entre les typologies de produits de fourniture offerts aux Clients. Dans le cadre notamment d'offres indexées sur les marchés court-terme et valorisant la flexibilité des clients ; tout ceci dans l'optique d'une meilleure intégration des énergies renouvelables en travaillant sur la courbe de demande.

Il convient ainsi de bien distinguer les rôles-coeurs constituant ce qu'est un Fournisseur : un gestionnaire de périmètre d'équilibre, un prévisionniste, un market access, un collecteur pour compte de tiers, une entité de gestion des flux financiers, une "banque". Nous entendons par "banque" tout comportement constituant une avance sur les marchés à terme (hedging) sans politique de collatéral déposé en regard par la Clientèle.

Il subsiste dans l'écosystème des Fournisseurs plusieurs raisons d'être : des facilitateurs/plateforme entre le marché et les clients (intermédiation, énergie transactionnelle) aux fournisseurs mettant à disposition une structure financière afin de tenir un prix dans la durée et sur de longues périodes.

L'application des principes énoncés ne doit pas désavantager les Fournisseurs proposant via leur infrastructure de créer le lien entre les marchés et le Client. En effet, sur des indexations de type court-terme, les expositions mark2market sont traditionnellement moins élevées que sur une politique de prix fixe adossée aux marchés à terme. On ne saurait donc appliquer ces principes de manière globale sans subdiviser le portefeuille de fourniture en sous-portefeuilles aux spécificités bien définies.

L'application de ces principes augmente également la pression opérationnelle et réglementaire sur les fournisseurs proposant une approche de type plateforme d'intermédiation/facilitation entre Marché et Clients dans un contexte où les nouveaux entrants peuvent être soumis à une concurrence déjà installée et dotée des moyens humains adéquats.

Les moyens financiers et notations ne peuvent que partiellement se substituer au professionnalisme des intervenants autour d'une gestion active de portefeuille : découpage du portefeuille, isolation du risque-volume, gestion de la position ouverte, suivi du mark2market et trading guidelines associées (risk-management)

Nous saluons cependant une politique de couverture cible compatible avec les standards du Risk-management raisonné permettant au Fournisseur de générer des revenus supplémentaires si cela entre dans sa stratégie sans pour autant constituer un risque systémique pour les autres contreparties associées. La symétrisation "partielle" semble adéquate mais dans des limites de volumes absolus plus que de pourcentage du portefeuille. Il conviendra donc de définir des "familles de produits" et des "familles de consommateurs" (haut, mid, bas de portefeuille) soumis à des règles communes (produits fixes, indexés, contrats renouvelables ou non, échéance de couverture). La complexité et diversité des contrats de fourniture peuvent rendre l'exercice extrêmement délicat. Cette discrimination représente donc un point central afin de ne pas amputer les innovations dotées d'atouts précieux pour la flexibilisation des consommateurs.

Sur le principe 2: nous n'y sommes pas favorables. En particulier pour les raisons énoncées plus haut : technicité

de la gestion de portefeuille, pluralités des contrats de fourniture et des maturités, positionnements spécifiques d'un portefeuille à l'autre. Un barème de notation trop lâche ou trop orienté corporate finance aurait tendance à pénaliser un fournisseur sans contextualisation de son offre et ainsi le disqualifier d'office vis-à-vis de sa Clientèle.

Sur le principe 3: nous sommes complètement favorables à une professionnalisation et guidance en matière de Risk-Management sous réserve que les indicateurs soient applicables et la réalisation opérationnelle simplifiée sans surcoût inutile devant se substituer au sérieux des équipes en place.

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes d'accords. Il convient néanmoins de différencier les clients à durée de contrats fixes (le renouvellement se fait pour une maturité donnée à leur initiative), de ceux qui sont renouvelables tacitement (engendrant un rolling de positions et des hypothèses d'attrition - plutôt sur le bas de portefeuille donc)

Question 3 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes d'accords avec la définition des offres. Mais plus que les offres, ce sont les volumes en portefeuilles associés à chaque offre qui seront déterminant. Ici le rôle "pseudo-bancaire" du fournisseur entre en ligne de compte. Il est élevé dans le cas d'offres à prix fixe sur de longues années et très réduit dans le cas d'un market access spot.

Question 4 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Favorable

Commentaire :

Nous y sommes favorables dans le respect des principes énoncés par nos soins avant.

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Un contrôle annuel nous semble suffisant. Ce contrôle pourrait avoir lieu en T2 et T3 de chaque année afin de pouvoir faire un bilan inter saisonnier permettant de considérer en ex post l'hiver passé et ex-ante l'hiver à venir. Il s'agit de plus d'une période plus calme d'un point de vue Gestion active de portefeuille.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Favorable

Commentaire :

Oui, sous réserve que les années postérieures à N+2 puissent être foisonnées ; la granularisation étant difficilement applicable en raison de la visibilité de marché (liquidité)

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Le chiffre avancé de 97% semble difficilement applicable notamment en raison des effets suivants:

- qualité des prévisions M-1 : environ 92% sur du mid-market industriel non thermosensible
- qualité des prévisions Y-1 : environ 88%

La règle prudentielle ne devrait empiéter sur le travail des prévisionnistes attachés à une certaine orthodoxie dans l'exercice de leur métier. Ce chiffre induirait également u'ne position ouverte systématique du seul fait de son respect et pouvant déstabiliser le marché en cas d'évènement global imprévu. Nous plaçons plus pour une approche de type pareto 80/20 où 80% devrait suffire à capter le risque de prévisions et laisser de la marge de manoeuvre aux gestionnaires de portefeuille pour arbitrer entre marchés à terme et spot.

Ce ratio a d'ailleurs été mis en évidence dans l'étude de cadrage (Julhiet et Sterwen) : modèle SINGAPOUR - slide 60 - "80% required hedged quantity)

Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Le risque d'attrition relève d'hypothèses commerciales propres à chaque fournisseur et aux spécificités de son portefeuille. Il semble très difficile de la systématiser.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

Favorable

Commentaire :

Il faudra prendre en compte les PPA et contrats de rachats qui adossés aux portefeuilles des fournisseurs constituent également un collatéral.

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Non, cela nous semble être une redondance dont l'utilité est limitée.

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Défavorable

Commentaire :

Trop spécifique dans un contexte de portefeuille tout à faire hétérogène. Ceci accentuerait la difficulté de suivi de l'instance de surveillance.

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

La réponse est confidentielle

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Oui mais cela peut représenter une très grande lourdeur dans son application opérationnelle ; intenable dans le contexte d'un petit fournisseur aux moyens humains limités.

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Favorable

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Dans les faits, un "petit" fournisseur ne peut se permettre en phase initiale la mise en place d'une structure aussi lourde administrativement ; au détriment de son développement et de sa croissance.

Cependant, il pourra être approfondi la notion de "Risk-manager agréé à temps partagé et accrédité" permettant l'étude des risques associés au portefeuille de chaque client et pouvant être diligenté de manière externalisée afin de remplir les conditions nécessaires à un coût raisonnable. Il semble aujourd'hui inenvisageable compte tenue de la technicité que des auditeurs financier au sens classique du terme puissent être impliqués dans ce processus.

Notre métier s'avérant tout à fait spécifique.